



Pour publication immédiate : 11/03/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

## DÉCLARATION DU DIRECTEUR DU BUDGET ROBERT MUJICA CONCERNANT LE BESOIN DE FINANCEMENT JUSTE ET ÉQUITABLE DES ÉCOLES

L'éducation de nos enfants représente une des principales priorités du gouvernement et chaque politicien le déclarera dans chaque discours. En dépit de la rhétorique, c'est incroyable à quel point notre débat politique continue à être inéduqué sur cette question cruciale. Le budget de l'État sera décidé dans plusieurs semaines. Le budget du Gouverneur fait avancer une réforme majeure de l'enseignement, qui est essentielle comme mesure de justice sociale. Notre budget exige la divulgation des formules de financement de l'enseignement afin de décider si elles sont justes et équitables.

Commençons par la pure vérité : Il existe deux systèmes éducatifs différents dans notre État, pas le public et le privé, mais un système pour les riches et un système pour les pauvres. La question essentielle n'est pas les niveaux de financement globaux. Notre État dépense plus par élève que n'importe quel autre État, soit le double de la moyenne nationale. Le réel problème est la différence de financement entre les écoles plus pauvres et les écoles plus riches. Notre système éducatif est financé par les gouvernements fédéraux et étatiques, ainsi que les impôts locaux. Les communautés plus riches peuvent augmenter considérablement le financement grâce aux impôts locaux supplémentaires, par conséquent, les localités plus riches ont des écoles mieux financées. Le problème est l'équité du financement pour nos écoles souvent minoritaires, plus pauvres et au rendement inférieur.

D'abord, éliminons les distractions, les mythes et les légendes. Les défenseurs des intérêts et les responsables allègueront souvent les poursuites de la « CFE » au début des années 90. Ces poursuites, dans lesquelles la Campagne pour l'équité fiscale (Campaign for Fiscal Equity, CFE) alléguait que les écoles de la Ville de New York étaient sous-financées, a incité en fin de compte l'État et les tribunaux à accepter une augmentation du financement de 1,9 milliard de dollars de sources municipales, étatiques et fédérales. Depuis, le financement des écoles de la ville a enregistré une hausse considérable au-dessus de ces niveaux, de 18,5 milliards de dollars au moment de l'affaire à 30,8 milliards de dollars aujourd'hui. Cependant, la désinformation et la déception pure et simple continuent à se propager au sujet du statut de la CFE. Contrairement à un argument faux avancé par certains responsables pour servir leurs propres intérêts, l'État n'assume aucune obligation de financement en vertu de la CFE, mais partage un engagement conjoint entre l'État, la ville et le gouvernement fédéral de financer un total de 1,9 milliard de dollars. De plus, le cas a été rejeté en 2006 et n'a aucune pertinence aujourd'hui. Il n'existe aucune dette, ni obligation permanente de l'État, de la ville ou du gouvernement fédéral en vertu de la CFE.

En même temps, le Gouverneur Cuomo a considérablement augmenté le financement des écoles dans tout l'État de New York. Dans le cadre du budget du Gouverneur, les dépenses de l'État pour l'enseignement ont augmenté de 35 % sur sept ans, de 19,5 milliards de dollars à 26,4 milliards de dollars. Cette augmentation représente plus de trois fois le taux d'inflation et est supérieure de 10 pour cent à notre formule de plafond réglementaire de l'enseignement que le Gouverneur et la Législature ont promulgué lorsqu'il a pris ses fonctions. L'enseignement a reçu le pourcentage d'augmentation le plus élevé dans le budget de l'État et nous sommes fiers de ce fait.

Cependant, notre débat sur l'enseignement a raté la cible. La question n'est pas les dépenses globales de l'État. L'État de New York montre la voie au pays en ce qui concerne les dépenses. La question fondamentale est combien les écoles pauvres reçoivent-elles par rapport aux écoles plus riches ? La CFE s'est concentrée sur les dépenses totales de la Ville de New York comme si toute la Ville était un district pauvre. Ce n'est pas le cas. Les plus riches dans le monde entier résident dans la Ville de New York et il existe une vaste disparité de rendement scolaire entre les communautés les plus riches et les communautés les plus pauvres. Le problème réel de la justice sociale est de s'assurer que les écoles pauvres de la Ville de New York reçoivent un financement équitable.

Le premier défi est le manque de transparence. Les districts s'opposent à la divulgation du financement reçu par chaque école et des facteurs utilisés pour prendre cette décision. Même si l'État sait combien il verse à chaque district scolaire, les districts ne dressent pas de rapports sur leur répartition de ces fonds entre leurs écoles les plus pauvres et les plus riches.

Il est intéressant de noter que les avocats, les journalistes et les responsables étatiques et locaux ont tous ignoré le problème.

De nombreux districts scolaires sont petits et la répartition du financement est plus facile à discerner. Cependant, de nombreux autres districts sont vastes et la répartition du financement n'est pas manifeste. Par exemple, Buffalo, Rochester, Syracuse, Albany, Yonkers et la Ville de New York font tous partie d'un « district local » individuel. L'État verse un financement de 762 millions de dollars par an à Buffalo. Nous n'examinons pas, ni n'exigeons pas la divulgation de la répartition des fonds de Buffalo entre les 54 écoles de Buffalo. Rochester a 50 écoles, Syracuse en a 32, Albany, 15, et Yonkers, 39. La Ville de New York a 1 600 écoles et un budget de 30,8 milliards de dollars. Comment ces fonds sont-ils distribués ? Les membres du Sénat, de l'Assemblée et du Conseil de la Ville de New York auraient du mal à dire quel pourcentage du financement les écoles de leurs propres districts reçoivent.

Pourquoi avons-nous ignoré ce problème manifeste ? Pour deux raisons. Premièrement, le niveau de financement du district local détermine les salaires et les frais administratifs qui sont les plus pertinents pour la plupart des lobbyistes et acteurs institutionnels, et par conséquent, le niveau de financement des écoles n'a pas reçu d'attention. Deuxièmement, parce qu'il est polémique. La question difficile, mais nécessaire, qu'il faut résoudre est ce qui constitue un « financement équitable ». Certains déclarent que le « financement équitable » est que chaque école reçoit une part proportionnelle égale. Le Gouverneur croit que ce n'est pas « équitable ». L'équité doit tenir compte des besoins et des circonstances de la population étudiante en

question. Le Gouverneur est d'avis que les écoles au rendement inférieur chronique devraient constituer notre priorité en termes d'attention et de financement. C'était l'allégation essentielle des poursuites de la CFE, qui était correcte. Nous devrions nous concentrer sur servir les élèves qui ont le plus besoin d'aide et de services, ce qui exige une évaluation et une analyse par école.

Un débat informé doit répondre à deux questions. Premièrement, quel pourcentage du financement de l'État devrait être utilisé pour égaliser la disparité présentée par notre système de financement par les impôts fonciers fondamentalement inéquitable ; et deuxièmement, quel pourcentage de l'aide étatique et locale devrait être versé aux écoles les plus pauvres au rendement le plus bas.

Nous avons lancé ce débat plus tôt cette année dans le budget du Gouverneur, qui proposait d'égaliser le financement dans tout l'État grâce une formule qui allouait un financement accru de 75 % de l'État aux écoles plus pauvres. Que notre proposition inclue un pourcentage trop élevé ou trop bas est sujet à discussions. Et nous y sommes favorables. La question suivante manifeste est quelle formule devrait être utilisée par les districts scolaires locaux pour distribuer les fonds aux écoles plus riches ou plus pauvres de leur localité. Devrions-nous exiger que les districts locaux utilisent la même formule de 75 % proposée par le Gouverneur ? Le corollaire est quel pourcentage du financement devrait être versé aux écoles au rendement inférieur chronique dans leur localité ? Voici les questions qui devraient être en plein cœur du débat. De nouveau, nous devons commencer par les faits. Cette année, le Gouverneur a proposé dans le budget que les districts locaux doivent fournir une répartition du financement par école dans le cadre du processus de financement. Ayons un débat éduqué sur notre financement de l'enseignement et concentrons-nous sur les besoins des étudiants. Les citoyens devraient demander à leurs maires et à leurs représentants étatiques quel pourcentage du financement est versé aux écoles au rendement supérieur et aux écoles au rendement inférieur. Que reçoit leur école et comment cette décision a-t-elle été prise compte tenu du rendement, de la race, de la pauvreté et des besoins ? Leur district scolaire est-il « fiscalement équitable » dans sa répartition des fonds ?

L'enseignement est la bataille de cette génération pour les droits civiques. Le Gouverneur demande à juste titre quels progrès nous avons réalisés depuis l'affaire Brown contre le conseil scolaire (Board of Education). L'équité du financement pour les écoles pauvres versus les écoles riches est une question fondamentale de justice sociale. Sans traiter de cette question, nous ne pourrions pas atteindre de résolution budgétaire cette année.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)